

# « Sondages politiques ou hit-parades médiatiques ? »

**Marc Humbert,**  
professeur  
d'économie  
politique à  
l'Université  
Rennes 1.



PHOTO : ARCHIVES S. POIRIOT, OUEST-FRANCE

« La IV<sup>e</sup> République exigeait de son président qu'il arbitre des compromis parfois délicats entre partis opposés. Les délibérations démocratiques ne sont pas simples, elles exigent une pluralité de partis politiques, de syndicats, avec des sections locales.

Le général de Gaulle qualifia cela de régime des partis. Conduire un peuple n'est pas conduire une armée, mais il décida de s'en rapprocher en créant une V<sup>e</sup> République

avec une sorte de général en chef comme Président. Un chef qui convainc directement le peuple de sa vision, utilisant télévision et plébiscites pour faire approuver son action.

L'élection au suffrage universel en 1962 puis, bien plus tard, la réduction du mandat à cinq ans avec ensuite la désignation, dans la foulée de l'élection présidentielle, des députés eux aussi pour cinq ans, ont renforcé la presidentialisation.

Le Premier ministre et les ministres sont devenus des collaborateurs exécutant les directives du chef de l'État, sans toujours prendre la peine de demander l'approbation des députés. Emmanuel Macron a réussi à se couler dans le modèle, dès le processus d'élection, élu comme un candidat hors parti, ce que personne n'avait réussi jusque-là.

Ce succès a conduit, pour l'élection

de 2022, à ce que des ambitions personnelles fortes se dévoilent en dehors des partis. Mais faute d'avoir su embrayer sur un mouvement – En Marche avait quand même mobilisé une petite troupe et des financements – il y a eu retour plus ou moins forcé dans le bercail d'un parti : Xavier Bertrand (comme sa consœur Valérie Pécresse) au parti LR ; Yannick Jadot y est parvenu in extremis à EELV ; Anne Hidalgo au PS ; Jean-Luc Mélenchon à l'union populaire.

---

« Un bruit, assourdissant,  
sans épaisseur démocratique »

---

Marine Le Pen, ayant renommé son parti après l'éviction de son père, bute sur un non-candidat autour duquel une équipe s'efforce de cons-



Dans cinq mois, les Français voteront pour l'élection présidentielle.

PHOTO : ARCHIVES MARC OLLIVIER, OUEST-FRANCE

tituer un mouvement porteur jusqu'aux marches de l'Élysée.

Les voilà sur la scène de la société du spectacle politique où des obser-

vateurs soupèsent les mots ou les slogans qu'ils lancent, leur rhétorique, évaluent l'émotion qu'ils déclenchent dans la foule lors des visites qu'ils font sur le terrain où sur les plateaux. Et suscitent un déluge de sondages – menés avec diverses hypothèses, sur la configuration des panels de répondants et les questions à poser – certes en publiant, loi oblige, les marges d'erreur sur le calcul scientifique mené selon des circonstances arbitrairement choisies.

Les commentateurs zélés de ce bruit prétendent découvrir dans ce hit-parade une information « politique » sur qui est le mieux placé, le meilleur stratège, – oui pour le moment –, sur le chemin qui mène à la présidence.

Il ne s'agit pourtant que d'un bruit, assourdissant, sans épaisseur démocratique. Un simulacre de ce que

devrait être le suivi d'un débat entre options, argumentées, selon des ensembles peut-être un peu différents, de valeurs, pour améliorer la situation de nos concitoyens, en France face à des difficultés monstrueuses dans un contexte mondial tout aussi préoccupant.

Je salue la volonté de *Ouest-France* de laisser à d'autres cette « sondage-hit » malsaine. Et de revivifier la démocratie, c'est-à-dire nous faire participer, nous citoyens individuels ou regroupés dans différents types d'associations, à la discussion sur les meilleures mesures à prendre pour construire ensemble notre avenir.

Espérons qu'en dépit du système actuel, le futur président nous écoute et trouve le bon compromis pour que notre vie ensemble se poursuive vers des conditions meilleures que celles qui sont les nôtres aujourd'hui. >>>